
POUR UNE ÉCONOMIE POLITIQUE FÉMINISTE

Publications occasionnelles d'Inter Pares, numéro 5, novembre 2004

 **Inter Pares**

WORKING FOR CHANGE...AMONG EQUALS
OEUVRER POUR LE CHANGEMENT...ENTRE ÉGAUX

Publications occasionnelles d'Inter Pares

Inter Pares est une organisation canadienne qui œuvre à la promotion de la justice sociale au niveau international. Au Canada et dans les différentes parties du monde où nous travaillons, nous cherchons à favoriser une meilleure compréhension des causes profondes de la pauvreté et de l'injustice et du besoin inhérent de changement social. Nous appuyons des communautés dans les pays en développement afin de créer un avenir sain et sûr pour tous. Nous soutenons la lutte des gens pour l'autodétermination, leurs efforts pour défier les obstacles structurels au changement et les approches alternatives de développement qu'ils mettent de l'avant.

Pour une économie politique féministe

Ce document est le fruit d'un processus continu d'action et de réflexion mené au sein d'Inter Pares et par plusieurs homologues et collègues en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Il s'inscrit dans le cadre d'une démarche éditoriale conjointe des membres de l'équipe d'Inter Pares. Brian Murphy, membre du personnel d'Inter Pares, est l'auteur principal de ce document.

Une rupture fondamentale a façonné l'histoire de l'humanité : l'altérité primordiale fondée sur le sexe et les caractéristiques biologiques. Dans toutes les sociétés, on retrouve des distinctions sociales, culturelles et politiques entre hommes et femmes – y compris l'essentialisation stéréotypée des qualités et caractéristiques masculines et féminines – ainsi que le phénomène de la domination des hommes et de la subordination des femmes.

La loi masculine, le patriarcat, prévaut dans tous les domaines – dans la famille, au parlement, au champ et sur la place publique – au point que cette domination et son corollaire, la subordination des femmes, sont devenus l'ordre naturel des choses. C'est le modèle appliqué partout, même dans les sociétés modernes, libérales et libérées comme la nôtre.

Les crimes commis contre les femmes dans toutes les sociétés constituent un crime impardonnable contre l'humanité.

Et pourtant, ce modèle est injuste. Il n'est pas sain – d'abord évidemment pour les femmes, mais pas plus pour les hommes. Il n'est pas sain pour la planète. Et même si on essaie de nous faire croire le contraire, il n'est pas du tout naturel. C'est

une aberration cruelle qui brime les possibilités humaines. Les crimes commis contre les femmes dans toutes les sociétés, la violence institutionnalisée qui s'exerce chaque jour contre elles, leur déshumanisation – tout cela est un crime impardonnable contre l'humanité. C'est le pivot des intégrismes de tout acabit, celui du militarisme. Ce modèle force des milliards de femmes et d'enfants dans le monde à vivre dans un état d'urgence permanente. Toute politique visant à transformer le monde et l'ordre social doit forcément inclure l'objectif formel de mettre fin à la violence fondée sur le sexe, de même qu'à la cruauté envers les femmes et les enfants, et celui de transformer le patriarcat en une véritable démocratie incluant toutes les personnes, indépendamment de leur sexe ou de leur sexualité.

Cela fait presque trente ans qu'à Inter Pares nous intégrons l'analyse en fonction du sexe et l'approche féministe à notre méthodologie et à nos programmes.¹ Nous croyons aussi que *les femmes ou la condition féminine* ne constituent pas une question sectorielle ou une catégorie particulière. Nous considérons la lutte pour l'égalité comme une variable fondamentale indépendante qui imprègne l'ensemble de notre réflexion et de nos activités. Nous inspirant, entre autres, d'Andrea Dworkin et de bell hooks, nous avons défini l'égalité comme « une norme commune et universelle établissant la dignité et les possibilités reconnues à chaque personne sans distinction fondée sur le sexe, la race ou la classe sociale ». Dans ce document, nous étudions la façon dont le militantisme international pour la justice sociale peut s'inspirer de ce principe et le transmettre.

Analyse féministe et programmes de développement

Toute analyse en profondeur de la pauvreté et de l'injustice doit être ancrée dans la compréhension de l'inégalité des rapports de pouvoir – entre pays du Nord et du Sud, et au sein de ces pays; entre riches et pauvres; entre groupes ethniques; entre hommes et femmes. Pour travailler à la transformation sociale, il faut d'abord reconnaître le caractère inéquitable de ces rapports de pouvoir et les rejeter. La lutte contre la subordination – oppression des femmes et violence exercée contre elles par les hommes, exclusion économique et sociale des pauvres par les riches, marginalisation des peuples autochtones par les groupes ethniques dominants – n'incombe pas seulement aux groupes qui en sont victimes. Avec tout autant

d'acuité, c'est un élément essentiel à l'avènement d'une société et d'une culture politique véritablement démocratiques. Cet objectif concerne tout espace social, quel qu'il soit : appareil public démocratiquement responsable, parti politique, organisations non gouvernementales (ONG) ou organisme populaire.

Réinventer les rapports entre hommes et femmes suppose des changements chez l'un et l'autre, de même que dans l'univers qu'ils partagent.

Le concept de sexospécificité (*genre*) ne concerne pas seulement les femmes. Il a été développé suite à la reconnaissance de l'oppression et de la marginalisation sociale, politique et économique dont les femmes ont été victimes tout au long de l'histoire. Cette situation

est imputable à la construction d'identités et de rôles typiquement masculins ou féminins, en vertu d'un système de valeurs masculin fondé sur une dynamique de pouvoir et de domination. En révélant la subordination des femmes dans l'équation inégale du pouvoir entre les sexes, le concept de sexospécificité permet de réinventer les rapports entre hommes et femmes. Cela suppose des changements chez les uns et les autres, de même que dans l'univers social et matériel qu'ils partagent.

Dans cette optique, les femmes autant que les hommes doivent avoir le droit et la possibilité de contester l'oppression en rejetant les rôles imposés par la société ou en les transformant. Cela englobe le droit des hommes et des femmes de rejeter – et de transformer – une répartition du travail selon le sexe devenue désuète et dysfonctionnelle, pour établir de nouvelles normes sur lesquelles fonder les rapports humains et la solidarité sociale.

Compte tenu du caractère historique de la subordination des femmes, cela suppose également que les femmes doivent avoir la possibilité de s'engager dans des processus de croissance individuelle et collective. Elles acquerront ainsi les moyens de rejeter les diverses formes de subordination qui leur sont imposées, de s'approprier leur vie et de la contrôler, tout comme elles pourront s'approprier – et contrôler – leurs organisations et leurs espaces culturels, économiques, politiques et sociaux.

Ce renforcement des capacités des femmes comporte un élément intrinsèque : l'autonomie. C'est la capacité et la liberté de décider, de donner son avis et d'agir. L'autonomie est le résultat d'un processus d'humanisation de rapports auparavant fondés sur l'oppression, la

subordination et la domination. L'autonomie, c'est la véritable possibilité pour les femmes de se définir en fonction d'elles-mêmes plutôt que dans le prolongement des autres – l'État, l'Église, un parti politique, ou toute autre organisation qui réglemente la vie des femmes sans tenir compte de leur individualité et de leur existence en tant que personnes – ou en tant que rouage dépersonnalisé de la famille et de la collectivité. Cette conceptualisation ne dissocie pas le rôle des femmes et leur identité du reste de la société; elle suppose plutôt qu'on les situe dans le contexte de la manipulation sociale et de la domination imposées aux femmes tout au long de l'histoire. Il ne s'agit pas non plus de contester la nécessité et le caractère souhaitable des rapports de réciprocité, mais bien d'affirmer que la véritable réciprocité repose sur des rapports égalitaires et humanisés entre personnes libres et autonomes, les femmes autant que les hommes.

L'asymétrie du pouvoir entre hommes et femmes doit être située dans son contexte historique et culturel, et dans le cadre de la dynamique perpétuelle du changement et de l'invention qui caractérise toutes les cultures vivantes et actives. De nos jours, dans la plupart des pays, on constate l'émergence de vastes mouvements sociaux favorisant le renforcement des capacités, l'autonomie, la transformation des rôles sexuels et des rapports entre hommes et femmes. Ces mouvements sont le ferment d'un nouveau paradigme qui améliorera la vie des hommes autant que des femmes, et il faut les soutenir.

Inter Pares et le *Project Counselling Service* ont fait faire une étude pour examiner l'effet qu'ont eu sur les femmes et la société latino-américaine les formidables bouleversements socioéconomiques découlant de plusieurs décennies de conflit civil et de violence armée. Notre collègue péruvienne, Gladys Acosta,² y a écrit que « même s'il entraîne la détérioration du tissu social, le *chaos* qui en résulte [du long conflit civil] contient aussi les germes d'une transformation humaniste entre les sexes, fondée sur leur désir commun de transcender la confrontation et la lutte pour la survie ». Gladys souligne cependant que les situations de crise ne suscitent pas forcément la transformation des rapports de pouvoir. Cela exige un travail persévérant en vue de reconnaître et de dévoiler la façon dont un même événement peut affecter différemment les hommes et les femmes. Cela exige aussi que l'on soutienne de manière cohérente et continue les efforts des femmes en vue de créer leurs propres organisations et de les consolider.

Ouvrir aux femmes l'espace politique et social constitue un facteur clé de leur développement individuel dans la société. Mais c'est aussi un élément essentiel du

développement de normes et de structures véritablement démocratiques qui englobent le point de vue de tous les citoyens et citoyennes. Les femmes plaident que le débat public doit aller au-delà des thèmes économiques, politiques et sociaux pour englober les questions auparavant considérées comme *privées*, comme la violence sexuelle et la maternité librement consentie.

Dans son étude, Gladys Acosta explique comment la marginalisation sociale, politique et économique des femmes est imputable à un système de valeurs fondé sur une dynamique de pouvoir et de domination. Cette réalité a pour corollaire, précise-t-elle, la possibilité de bâtir de nouveaux rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, ce qui suppose des changements chez les uns et les autres, comme dans l'ensemble de la société. Ces deux aspects constituent donc un élément fondamental de toute analyse sexospécifique féministe. On utilise ce concept pour décrire – et analyser – les rapports dynamiques entre les composantes masculine et féminine de certains objectifs sociaux précis. C'est aussi une méthodologie de travail qui permet de développer une nouvelle conscience sociale et un nouveau modèle de rapports entre les sexes afin d'établir des objectifs sociaux communs et travailler ensemble à leur réalisation.

Sexospécificité et méthodologie de programmes

L'analyse sexospécifique est fondée sur la reconnaissance explicite du fait que l'inégalité historique des rapports de pouvoir et la subordination concomitante des femmes ont constitué des principes de base de l'organisation sociale. Par conséquent, nous ne considérons pas l'analyse sexospécifique et le travail avec les femmes comme des questions isolées ou une simple *composante* de la programmation. Il découle de cette analyse que la perspective sexospécifique fait partie intégrante de toutes les interventions réalisées dans le cadre des programmes. Une perspective sexospécifique des programmes suppose que l'on vise simultanément deux objectifs : la justice et l'égalité entre hommes et femmes. Pour cela, il faut que la conception du monde et les points de vue particuliers des femmes deviennent visibles et soient socialisés, que leur valeur soit reconnue, qu'ils soient respectés, étudiés et discutés sur la place publique.

Comme on l'a fait dans la lutte pour les droits de la personne et contre la pauvreté, il est crucial de développer une compréhension critique du contexte matériel et culturel dans lequel s'inscrivent les structures de pouvoir et les dynamiques sexospécifiques. C'est primordial pour soutenir de manière responsable les femmes et les hommes dans leur analyse de la situation et dans leurs

choix, surtout quand ils décident de contester les structures patriarcales écrasantes de leur société. Les femmes connaissent bien les dangers qui découlent de toute opposition au pouvoir masculin, et peuvent anticiper les contrecoups éventuels. La méthodologie de programmes doit donc appuyer leurs efforts en vue d'établir si – et de quelle façon – elles peuvent contester le statu quo de manière sûre et efficace, et à quel rythme il convient de le faire. Ainsi, les femmes peuvent avoir envie de discuter entre elles de la violence des hommes contre les femmes et les enfants – sévices psychologiques, agressions, mauvais traitements infligés aux enfants, viols – des sujets qu'elles n'abordent généralement pas en présence des hommes. C'est pour cela que les interventions réalisées dans le cadre d'un programme doivent permettre aux femmes de décider elles-mêmes quand – et de quelle façon – il convient d'inclure les hommes dans leur processus en vue de comprendre et de contester le pouvoir masculin et le comportement des hommes, ainsi que les conséquences de leur oppression sur le plan matériel.

Si notre travail n'est pas élargi pour y inclure la réalité des femmes et leurs points de vue, il se concentrera forcément sur la réalité des hommes et leurs points de vue. Il n'y a pas de point de vue neutre.

Comme la réalité des femmes est souvent invisible et occultée, une méthodologie de programme axée sur la compréhension des rapports entre les sexes doit être conçue de façon à rechercher activement le point de vue des femmes sur les ressources, les technologies et le savoir local. Si on ne l'élargit pas pour y inclure délibérément et de manière explicite la réalité

des femmes et leurs points de vue, le programme va forcément se concentrer sur la réalité des hommes et leurs points de vue. Il n'y a pas de point de vue neutre. À cause de l'omniprésence de la discrimination, il est très difficile pour les femmes de prendre la place qui leur revient à titre de collègues et d'homologues à part entière dans les actions que nous soutenons. Il est donc nécessaire de développer des interventions axées sur les besoins particuliers des femmes en matière de soins de santé, d'éducation, d'organisation autonome et de renforcement des capacités.

Dans le travail réalisé spécifiquement avec les femmes, la première étape de la démarche méthodologique devra donc permettre de cerner le rôle des femmes et leur

contribution particulière dans une société donnée. Cela suppose que l'on procède simultanément à une étude critique de leurs conditions de vie – travail sur le marché officiel et non officiel, tâches domestiques, santé, accès à l'éducation et possibilités d'éducation, participation aux processus de direction de leur collectivité.

Cette démarche favorise un processus permettant à chaque femme d'affirmer sa contribution personnelle, ainsi qu'un projet collectif en vue de transformer l'ordre social existant. En deuxième lieu, il s'agit de cerner les difficultés particulières qui se posent aux femmes, ce qui permettra de tenir compte des réalités domestiques quotidiennes formant l'univers social des femmes et le contexte dans lequel s'inscrivent leurs besoins – tout cela à partir des perceptions des femmes elles-mêmes. Cette démarche acquiert une importance cruciale dans les contextes de dislocation radicale. Quand les hommes et les femmes assistent à l'éclatement de leur univers intérieur et extérieur, le processus de recomposition de ces univers doit être différencié et individualisé.

Les femmes doivent pouvoir jeter les bases d'une autonomie politique, sociale et économique leur permettant de poursuivre leurs propres intérêts stratégiques.

L'étude des besoins particuliers des femmes constitue le troisième élément de cette démarche méthodologique afin qu'elles puissent participer pleinement et de manière créative à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Il est essentiel d'aborder des besoins tels que l'éducation et la santé – dans son sens le plus

large, qui inclut la guérison psychologique. Les femmes ont besoin de ces services pour jeter les bases d'une autonomie politique, sociale et économique leur permettant de défendre leurs propres intérêts stratégiques, et déterminer les groupes mixtes avec lesquels elles peuvent travailler en solidarité en vue de transformer les rapports de pouvoir dans la société.

Cette démarche méthodologique inclut, enfin, un examen critique des retombées selon le sexe de toutes les interventions visant à soutenir le développement communautaire, ainsi que des résultats des efforts en vue d'assurer que les femmes puissent y participer activement *d'égal à égal*, et en profiter au même titre que les hommes.

Égalité entre les sexes : pour une économie politique féministe

La théorie et la pratique qui prédominent dans le secteur du développement sont profondément influencées par l'économisme étroit et le réductionnisme. L'économie s'applique à *l'homme indifférencié* ; on traite généralement des questions économiques sans égard au sexe ou, quand on aborde une question se rapportant aux femmes, en les considérant comme une sous-catégorie universelle et homogène. Cette observation s'applique tout autant aux sciences politiques.

Une démarche *axée sur l'économie politique* considère l'économie en tant que prolongement de la politique et des rapports de pouvoir qui influent sur la production, la distribution et la consommation des biens et services, et en tant qu'instrument (politique) de gestion de ces variables, rapports et fonctions économiques. Ce faisant, l'économie politique considère l'économie en tant que sous-ensemble de la société et des rapports sociaux, soulignant la façon dont les rapports au sein d'une société donnée influent sur la production des biens et services, ainsi que sur la répartition – et la redistribution – des biens et de la richesse.

Dans le cadre de ce texte, la distinction la plus importante à noter est que l'économie traditionnelle considère les individus et les sociétés sous l'angle de l'économie – qui a préséance. L'économie politique considère plutôt l'économie sous l'angle des individus et de leurs sociétés, comme un élément influencé par les subtilités des rapports sociopolitiques et des structures du pouvoir.

Un cadre axé sur l'économie politique révèle – et clarifie – la façon dont le sexe détermine ou influence les rapports sociopolitiques et les structures du pouvoir, ainsi que l'impact économique de ces derniers selon le sexe. Cette démarche suppose également la déconstruction et la reformulation des concepts et hypothèses de base en économie. Cela suppose, par exemple, que l'on accorde au moins autant d'importance à la production et à la reproduction sociales qu'à la production de biens, de produits ou d'autres formes de richesse matérielle. Cela suppose aussi que l'on mesure la valeur – par exemple, du travail ou des réseaux de soutien mutuel – de manière beaucoup plus complexe et dynamique qu'à partir des catégories économiques traditionnelles d'intrants et d'extrants.

Recherche et analyse descriptive axées sur les valeurs

Les jeunes filles et les femmes sont encore les premières responsables de la famille, une tâche qu'elles entreprennent

très jeunes et pour longtemps. Notre travail doit favoriser la recherche et l'analyse descriptive axées sur les valeurs, afin de souligner la réalité des femmes et celle de leur famille, ainsi que les éléments de la vie, de la collectivité et des rapports sociaux qui leur importent le plus et déterminent leurs conditions de vie.

Cela suppose, bien sûr, un regard plus holistique sur l'économie, le développement communautaire et le renforcement des capacités. Cela suppose également que l'être humain soit défini sous l'angle social, plutôt que d'après des critères et définitions purement économiques.

Cela suppose aussi que la démarche adoptée pour la programmation et la recherche-action se fonde sur l'analyse qualitative, un courant qui s'impose de plus en plus, même dans la recherche universitaire de type plus formaliste. Reposant sur l'induction, l'analyse qualitative est ancrée dans les besoins et les expériences des gens, tels qu'ils les décrivent et les rapportent eux-mêmes. Les sujets ne sont pas déterminés de manière abstraite et étudiés par des personnes de l'extérieur. Dans cette démarche, les sujets et hypothèses de recherche sont établis à partir d'une recherche thématique réalisée auprès des participants et participantes eux-mêmes, considérés en tant que sujets politiques – et non pas en tant qu'objets de recherche, d'analyse et d'ingénierie sociale.

Cette démarche permet également la prise en compte de *l'affect* – les émotions et impressions des gens sur leur vie – et de l'effet. À vrai dire, *l'affect* – expérience ressentie, perception, émotion, affinités, valeurs – est ici considéré tout autant comme une ressource qu'un effet matériel à observer, à surveiller et à développer. La qualité de vie – et les éléments qui améliorent la vie – devient l'objet de la recherche et des interventions d'un programme. Et malgré l'importance cruciale des variables économiques, plusieurs des éléments et variables considérés n'ont qu'un lien indirect avec l'économie.

Dans le cadre des *objectifs de développement du millénaire*, on a établi une définition universelle de la pauvreté, soit un revenu de 2 \$ US par jour. Cinq ans plus tard, bon nombre d'observateurs reconnaissent que cette définition est absurde. Le plus grave, c'est que cette définition par le revenu exclut d'autres dimensions de la vie qu'il est absolument crucial d'étudier et de transformer.

Dilemmes et limites de l'analyse économique classique

Pour tenir compte des limites de l'économie classique, les praticiens et praticiennes du développement se concentrent le plus souvent sur les sujets abordés par les courants

économiques dominants, en s'assurant qu'ils sont traités avec précision et exactitude. Nous avons tendance à laisser de côté les sujets ignorés ou occultés par l'économie dominante.

Ce que l'économie traditionnelle ignore et occulte est au moins aussi important que ce qu'elle révèle et explique.

L'économie contemporaine n'est pas un système ouvert qui examine sans parti-pris tous les phénomènes entourant la production, la distribution et l'échange. Comme le souligne Heilbroner,³ l'économie moderne n'est

rien d'autre que la théorie et l'étude des mécanismes du système capitaliste – présumé comme la seule et unique réalité. Cette discipline tronquée ne possède même pas les outils permettant d'aborder plusieurs éléments de l'économie non officielle – y compris les arrangements, la production et les rapports économiques où l'argent ne tient aucune place, comme la culture et le partage de la nourriture, les garderies coopératives, le troc, etc. Elle peut encore moins en décrire et en analyser les mécanismes et les modèles, dont plusieurs s'apparentent davantage au soutien mutuel et à l'action culturelle qu'à l'acquisition et à l'accumulation.⁴

Dans cette optique, l'économie traditionnelle est moins une science de la recherche qu'un système idéologique de rationalisation et de prescription. Et les éléments qu'elle ignore et qu'elle occulte sont au moins aussi importants que ceux qu'elle révèle et qu'elle explique.

La reproduction sociale : sa signification, sa portée, ce qu'elle implique

L'un des éléments les plus importants que néglige l'économie traditionnelle est ce que l'on appelle maintenant la *reproduction sociale* : procréation; responsabilités parentales; nutrition et soins; éducation des jeunes et mentorat; maintien des rapports familiaux et communautaires; préservation des réseaux d'affinités sociales et de soutien mutuel, ainsi que des structures communautaires; échanges de services pour le soin des malades et des personnes âgées. Il existe tout un monde d'actions et de dynamiques complexes qui assure les bases essentielles de la société – y compris dans ses aspects économiques – sans que cela fasse partie des équations et des recherches de l'économie réductionniste.

La gauche s'est attaquée à cette lacune avec un certain succès depuis plus de trente ans, entre autres, grâce à

l'approche du *travail reproductif* d'érudites féministes telles que Mary O'Brien,⁵ ou aux travaux de Marilyn Waring sur l'inclusion de la reproduction sociale dans le calcul du produit intérieur et, plus récemment, sur

Nous devons identifier et reconnaître la valeur de l'activité sociale selon ses termes propres, plutôt que de l'évaluer selon les catégories et mesures de l'économie classique.

l'utilisation du temps.⁶ Tout en ayant le mérite de mettre en lumière la question de la reproduction sociale, cette démarche renforce cependant certaines des faiblesses majeures de l'économie classique. En effet, elle endosse et favorise – ici du point de vue marxiste – la même essentialisation hypermatérialiste du *travail reproductif* en le

considérant simplement comme une autre catégorie du travail et de la production, dans le paradigme limité d'un économisme étroit. Si ce n'est pas de la production, et que ça ne contribue pas à la société sous forme d'extrait mesurable lié à la consommation ou à la production de richesse, alors ça n'a aucune valeur! Cette démarche continue de tout définir en fonction de la production et du système de mesure économiques, réorganisant simplement l'équation réductionniste pour y inclure cette activité, maintenant qualifiée de *reproduction sociale*.⁷

Mais tout ce qui est valable ne peut pas forcément se mesurer ou se réduire à une équation, et tout ce qui peut l'être n'est pas forcément valable. Notre analyse doit transcender cette limite pour cerner l'activité sociale et en reconnaître la valeur selon ses termes propres, en fonction d'un cadre plus large adapté à sa nature, plutôt que de la faire entrer de force dans le moule des catégories et des mesures de l'économie classique.

La cohésion sociale : sa nature et sa portée

À cet égard, la cohésion sociale est un élément d'une importance critique. C'est à la fois un but et un préalable de toute initiative de développement constructive et durable. Dans un contexte de consolidation de la paix, de réconciliation, de réhabilitation et de reconstruction – caractéristique de bien des endroits où travaillent Inter Pares et d'autres ONG internationales – la cohésion sociale est un élément unificateur à partir duquel il faut concevoir et mesurer pratiquement toutes les interventions.

Dans un tel contexte, la cohésion sociale est liée à l'intégrité – et à l'intégralité – des collectivités et des sociétés plus

vastes dont ces dernières font partie. Elle se mesure à l'aune de la réciprocité sociale et de la solidarité, des structures et des modèles de soins et de soutien mutuel, à l'étendue et à la profondeur des affinités sociales – par exemple, la mesure dans laquelle les affinités vont au-delà du *purement local*, du clan. Ce concept tient également compte de la qualité – et des qualités – de l'identité inhérente à la cohésion sociale. Par exemple, l'identité est-elle définie selon des règles d'appartenance, de marginalité et d'exclusion – cohésion intra-groupe et hors-groupe – et protégée en bloquant l'accès au groupe? Ou s'exprime-t-elle plutôt selon des règles plus ouvertes, inclusives et conviviales, par lesquelles le groupe se rend accessible plutôt que de défendre les frontières présumées de l'identité, du devoir et des privilèges exclusifs?

Un élément essentiel de cette perspective axée sur la cohésion sociale est l'intégration d'éléments et de variables indépendants de l'économie. Selon nous, un exemple décisif et universel se retrouve dans la violence familiale exercée contre les femmes et les enfants, omniprésente dans le monde. S'ajoutent à ce fléau la violence communautaire, les conflits civils, la guerre ouverte, ainsi que l'exposition à d'autres formes de crime et de contrainte. Tous ces éléments déterminent la qualité de la vie de manière aussi importante que n'importe quel facteur économique, et tous influent sur la capacité des gens de faire le nécessaire pour survivre et subvenir à leurs besoins essentiels. Il existe d'autres variables du genre : répression religieuse et politique, limitation des droits et libertés individuels et civiques, dégradation industrielle et environnementale.

Ce concept de cohésion sociale s'étend directement à la sphère de l'économie officielle. L'économie politique féministe s'intéresse à l'économie des groupes – famille, collectivité, quartier, ville et région – comme à celle des individus. Dans le cadre de son travail de recherche, elle considère les gens et leurs cercles d'affinités non pas comme des unités de production ou de consommation – de simples rouages de la machine économique – mais plutôt comme des sujets ou agents sociaux, politiques et économiques. De plus, elle étudie l'ensemble de la vie des gens, ainsi que leur intégration sociale, culturelle et politique.

Analyse des moyens d'existence

L'élément de cette démarche qui a le plus teinté la démarche traditionnelle est ce que l'on appelle maintenant l'analyse des moyens d'existence. Elle englobe de manière holistique toutes les activités intégrées contribuant à la subsistance, au maintien de la vie et à la croissance. De

bons moyens d'existence dénotent un mode de vie sain et satisfaisant. Ils incluent l'activité productive génératrice de revenus, sans toutefois s'y limiter, englobant le bien-être général et la qualité de vie de l'individu et sa famille, les ressources sur lesquelles peut compter la famille en période difficile, la qualité et la sécurité de la nourriture et du logement, de même que la situation et l'infrastructure sociales et culturelles, y compris les biens et services partagés avec la collectivité. Le fait de considérer l'ensemble des moyens d'existence – sans se limiter au revenu ou aux unités de consommation – suppose que la recherche et l'intervention se fondent sur une démarche intégrée, horizontale et qualitative.

Il s'ensuit qu'une approche féministe de l'économie politique se concentre aussi sur l'économie du ménage et l'économie domestique, un champ de recherche et d'intervention qui acquiert ses lettres de noblesse dans les cercles officiels du développement international.⁸ Ce cadre considère les vulnérabilités et les ressources en fonction de l'ensemble des moyens d'existence à l'échelle domestique – soit ceux des ménages et ceux des économies locales. Cela est primordial si on veut transformer à long

La cohésion sociale est liée à l'intégralité des collectivités et des sociétés plus vastes dont elles font partie. Elle se mesure par la réciprocité sociale et la solidarité.

terme, et de manière durable, les conditions de vie des gens.

Les moyens d'existence sont à la jonction (*nexus*) du public et du privé, de la famille et de la collectivité. Les ménages ne vivent pas à l'écart de la société, pas plus que les familles – ils vivent dans un contexte et un environnement social,

économique et politique donné. Ils sont tributaires de l'économie locale de la production, de la consommation et de l'échange, en même temps qu'ils la soutiennent.

La santé de l'économie locale dépend au plus haut point de la mesure dans laquelle les revenus et la richesse – dont les ressources productives – produits par la collectivité restent à l'intérieur de l'économie et circulent dans la collectivité. Quand les gens doivent quitter leur collectivité pour trouver un gagne-pain, une bonne partie de leurs revenus et de leur énergie se dépense ailleurs et reste ailleurs. Ils ont aussi moins de temps, d'énergie et de ressources pour participer à la création et au maintien des normes et des réseaux sociaux à la base de la vie communautaire. Leur travail peut aider la famille à subsister, mais il ne contribue pas au développement et à

la consolidation de la collectivité et des moyens d'existence dans le sens que nous leur donnons ici. En fait, la dispersion du travail et de l'activité économique à l'extérieur de la localité a pour effet de miner les économies et les moyens d'existence locaux, même si cela contribue (temporairement) à maintenir la consommation domestique quotidienne, voire à l'augmenter. L'expérience de travailleurs et travailleuses dans les zones industrielles franches le démontre amplement depuis vingt ans.

L'une des conclusions à en tirer, c'est qu'il faut développer et intégrer à la théorie et à la pratique du développement des indicateurs et des systèmes de mesures plus larges et plus nuancés des moyens d'existence, de la sécurité domestique et du bien-être général de la collectivité – des indicateurs et des systèmes de mesures qui transcendent des indices aussi réductionnistes que le revenu et la consommation.⁹ On peut bien mesurer le revenu familial quotidien en dollars US et la consommation individuelle en calories et en vitamine A, mais cela ne nous apprend strictement rien sur la vie réelle des gens. Cela ne sert qu'à occulter la qualité fondamentale des diverses dimensions de la vie.

Travail, œuvre et action

Hannah Arendt a établi depuis longtemps une distinction précieuse entre travail, œuvre et action.¹⁰ Le travail est la vie elle-même, l'activité biologique la plus fondamentale (qu'elle a parfois qualifiée de *naturelle*) en vue de soutenir l'activité même de la vie et son énergie. Par ailleurs, l'œuvre est l'activité en vue de faire – ou fabriquer – les choses. Le travail est souvent transformé en produit et vendu pour en tirer un revenu. L'œuvre peut constituer elle aussi une ressource économique, si on la canalise dans une activité productive d'autosubsistance ou une activité commerciale, la fabrication de biens et de produits. De son côté enfin, l'action se caractérise par l'interprétation, la collaboration, l'innovation et la transformation. L'action est imagination et invention; elle peut être sociale, politique, culturelle, artistique, ou toute combinaison de ces éléments. L'action est une intention imposée à l'avenir en vue de l'influencer et de le transformer.

Le travail soutient la vie; l'œuvre invente et fabrique; l'action transforme le monde. Chez une personne saine – dans ce qu'Arendt appelle la *vie active* – le travail, l'œuvre et l'action sont intégrés. L'analyse des moyens d'existence permet de prendre la mesure de cette intégration, de l'analyser et de suggérer des moyens de l'accroître.

L'importance de ces concepts tient au fait que, dans une

perspective holistique, la vie et les moyens d'existence sont intégrés – comme c'est le cas du travail, de l'œuvre et de l'action – afin que le maintien de la vie et de la collectivité soit une action culturelle, plutôt qu'une désintégration

Mesurer le revenu familial quotidien en dollars US ne nous apprend strictement rien sur la vie réelle des gens et occulte la qualité fondamentale des diverses dimensions de la vie.

culturelle. Le paradigme d'intégration le plus évident est celui de l'agriculture (agri-culture) familiale traditionnelle et d'autres activités artisanales traditionnelles, telles que le tissage ou la cueillette de ressources primaires, comme dans la pêche. On a cependant tendance à romancer et à essentialiser ces activités traditionnelles,

et leur véritable niveau d'intégration varie selon l'époque et l'endroit. Rien n'empêche que l'on vise l'intégration – et qu'on l'atteigne – dans le monde du travail contemporain en usine ou dans le secteur des services en milieu urbain.

Pourtant, la transition vers les économies du salaire a entraîné une aliénation fondamentale des travailleurs et travailleuses à l'égard de leur travail, par rapport à la tradition de l'activité économique première en tant qu'action culturelle. Le travail et le travailleur ont été transformés en produits, atomisés, coupés de la production matérielle et réifiés en dehors de la sphère domestique. On a réifié jusqu'à l'âme du travailleur, depuis qu'il ne peut plus contrôler son travail, ni le fruit de son travail.

En même temps que le travail salarié est transformé en produit, le travail et l'œuvre non rémunérés – soit l'énergie et les forces vives consacrées à l'action, à l'invention et à la production sociales – ont été occultés et minimisés dans les cadres de l'économisme. C'est le cas de la procréation et des responsabilités parentales – pour les femmes et les hommes – ainsi que d'autres activités visant à maintenir, soigner et entretenir le ménage et la collectivité. C'est aussi le cas d'autres activités culturelles considérées comme non productives – parce que non génératrices de revenus – comme l'art ou d'autres formes d'expression et d'interaction culturelle et spirituelle.

Le travail, l'œuvre et l'action sociale réalisés à l'extérieur du cadre économique classique créent précisément le milieu qui donne un sens à l'activité économique et permet sa réalisation. Ce sont ces éléments – intégrés à l'œuvre –

qui soutiennent les moyens d'existence et les communautés. C'est pourquoi ils doivent rester au cœur de la réflexion et des préoccupations de toute intervention en développement social.

Migration : stratégies de survie et prospérité

Au fur et à mesure que les gens sont aliénés de leur travail et de leur collectivité, et qu'ils doivent chercher leur gagne-pain de plus en plus loin, la migration devient une stratégie de survie essentielle et systématique pour les familles et les collectivités. Le phénomène ne date pas d'hier. Sa manifestation contemporaine constitue cependant un élément crucial de ce qui s'appelle maintenant la *mondialisation économique*, en même temps que l'un des effets importants du développement lui-même.

On fait souvent l'erreur de considérer la migration économique comme un phénomène fortuit et individuel, une rupture avec la collectivité. Bien que ce soit souvent le cas, la migration économique se manifeste généralement par une dispersion délibérée et planifiée, formant des cercles concentriques de plus en plus larges autour des villes avoisinantes, des capitales provinciales et nationales et, par la suite, des grands centres économiques des métropoles mondiales. La famille et, de bien des façons, la communauté, continuent d'exister en tant qu'entités économiques et réseaux de soutien mutuel dans l'espace et dans le temps. La migration du travail et l'envoi de fonds au ménage font maintenant partie intégrante des stratégies de survie de la famille et de la collectivité, et même des stratégies de développement communautaire.

C'est un élément crucial, puisque le phénomène de la migration reste l'une des grandes failles du développement et de la politique mondiale. Il faut analyser la migration et la considérer dans le cadre de l'analyse des moyens d'existence et de l'économie domestique. Il faut tenter de mieux comprendre ses dynamiques, afin de cultiver les éléments positifs de cette stratégie et d'en atténuer les éléments négatifs.

Quand le milieu qui soutient les ménages et les collectivités se dégrade, et qu'il faut aller de plus en plus loin pour exploiter les possibilités économiques, la migration stratégique du travail devient une réalité incontournable. L'un des aspects les plus négatifs de ce phénomène, c'est qu'il touche la nouvelle génération. Des collectivités tout entières – des sociétés complètes – sont alors privées de leur ressource la plus dynamique, la plus créative et la plus productive, leurs jeunes. Ces collectivités se retrouvent prisonnières d'un cercle vicieux : pour assurer

leur survie à court terme le départ de leurs jeunes sape leurs possibilités de renouvellement à long terme. Ce phénomène mine la cohésion et la solidarité sociale, au fur et à mesure de l'hémorragie des forces vives de la collectivité, et les personnes âgées ou vieillissantes sont bientôt laissées à elles-mêmes. Comme ce sont généralement les hommes et les jeunes hommes – ainsi que les jeunes femmes sans enfants – qui migrent, les ménages monoparentaux dirigés par une femme deviennent la norme. Et ces femmes doivent supporter à elles seules le fardeau des tâches et responsabilités liées au maintien de la famille et la collectivité. L'envoi de

La valeur de la collectivité ne se mesure pas et elle devient visible seulement une fois disparue.

fonds par les travailleurs et travailleuses migrants permet à bien des familles d'éviter la misère et de se procurer des produits et des services tels que l'éducation et la santé. Mais cela ne sert qu'à retarder

l'effondrement inévitable

des collectivités locales, à moins que l'on n'intervienne et que la migration du travail devienne un phénomène tactique et temporaire. Il faut pour cela développer et maintenir les collectivités locales, leurs réseaux de cohésion et de solidarité sociale, ainsi que les moyens d'existence dont dispose la population, de même que les infrastructures et le renouvellement générationnel que cela suppose.

On commence à peine à saisir l'impact social, économique et politique de cette rupture entre les générations, ainsi que les effets de l'érosion des réseaux de la famille étendue en matière d'affinités, de soins et de soutien mutuel. Une fois détruits, ces éléments disparaissent à jamais et sont irrécupérables. On ne ressuscite pas une collectivité une fois qu'elle est morte. Comme les forêts anciennes ou les espèces animales et végétales, les collectivités sont précieuses et irremplaçables. Même selon le point de vue purement utilitaire de l'économie, c'est impossible d'en calculer la valeur sociale et reproductive, mais l'on ne prend la mesure de son importance qu'une fois qu'elle est disparue.

Nous avons besoin de collectivités et d'économies locales dynamiques et prospères, capables de fonctionner et de soutenir des moyens d'existence décents et viables. Autrement, il n'y aura pas de développement. Les stratégies de développement qui ne nourrissent pas la collectivité – ou qui la détruisent – laissent les gens pauvres de plus en plus seuls, isolés et désolés. Il faut résister à ce type de *développement*, et démasquer cette imposture.

Obstacles à l'égalité politique et économique des femmes, à leur mobilité et à leurs possibilités

Partout dans le monde, les individus et les sociétés sont témoins de la destruction généralisée des collectivités, de la cohésion et de la solidarité sociales sous prétexte de développement et de progrès. Et la situation ne pourra que s'aggraver, à moins que les démarches et attitudes que nous préconisons ici deviennent partie intégrante des processus de développement mondial prônés aux niveaux national, international et multilatéral.

Deux choses sont claires. Premièrement, l'injustice et la destruction sociale que l'on constate dans le monde sont essentiellement fondées sur l'exploitation systématique des femmes et la violation de leurs droits en tant que personnes autonomes. Cela renforce les obstacles systémiques et idéologiques qui empêchent les femmes d'accéder à l'égalité sociale, politique et économique, à la mobilité, et à une vie pleine, libre et enrichissante.

En deuxième lieu, si cela ne change pas, et si nous n'accordons pas une importance prioritaire au potentiel des femmes, à leur leadership et à leur action, de manière systématique et universelle, nous ne pourrions pas renverser la vapeur. Et la machine du progrès ne parviendra pas à transformer ses processus en un développement harmonieux, humain et durable, source de vie et propice à la vie.

D'ici là, nous devons résister et transformer l'économie de l'exploitation – notamment l'exploitation fondée sur le sexe – qui engendre les ateliers de misère, la prostitution et le trafic des personnes, l'esclavage, la pauvreté des ménages, l'oppression et la violence. C'est un premier pas – nécessaire – vers la transformation des conditions dans lesquelles naissent, grandissent et vivent toujours la plupart des êtres humains.

Notes

¹ Pour Inter Pares, ce qui distingue l'*analyse en fonction du sexe de l'approche féministe*, c'est que la première met en lumière les conditions matérielles de l'oppression fondée sur le sexe et l'écart du pouvoir entre les hommes et les femmes, alors que la seconde envisage une réalité nouvelle et détermine les structures et les normes à transformer pour y arriver, de même que les processus et stratégies permettant d'amorcer cette transformation.

² Gladys Acosta Vargas, *La Perspectiva de Género en los Programas de Desplazamiento de la Consejería en Proyectos para Refugiados Latinoamericanos* (Colombie), PCS, novembre 1995.

³ Voir Heilbroner, Robert, *Teachings from the Worldly Philosophy*, Norton, New York, 1996.

⁴ Voir Esteva, Gustavo et Madhu Suri Prakash, "Beyond development, what?"; in *Development in Practice*, Oxfam G.-B. /Oxford Press, Vol. 8, no 3, août 1998, pp. 280-296.

⁵ Voir, par exemple, O'Brien, Mary, *Reproducing The World: Essays in Feminist Theory*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1989; et *The Politics of Reproduction*, Routledge et Kegan Paul, Londres, 1981.

⁶ Voir Waring, Marilyn, *If Women Counted: A New Feminist Economics*, Harper & Row, San Francisco, 1988; ainsi que *Three Masquerades*, Auckland University Press, Auckland, 1996. Cela n'empêche pas Waring de rester critique à l'égard de l'attribution d'une valeur quelconque, alléguant qu'« on doit parfois utiliser un instrument qui nous déplaît pour susciter l'attention qu'il faut. » (entrevue avec Cathy Cavanaugh, Athabasca University, janvier 1998).

⁷ Plusieurs gouvernements de pays du Nord utilisent maintenant des indicateurs sociaux, comme le font aussi des organismes multilatéraux tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et certains appareils du système des Nations unies. Mais on convient généralement qu'ils posent encore problème – les pays du Nord ne les utilisent pratiquement jamais pour élaborer ou évaluer l'application de leurs politiques publiques, et on les utilise encore moins dans le travail de développement réalisé dans les pays du Sud.

⁸ Voir, par exemple, González de la Rocha, Mercedes, et Alejandro Grinspun, "Private Adjustments: Household Responses to the Erosion of Work", in *Negotiating Poverty, New Directions, Renewed Debate*, Pluto Books, Londres, 2001, pp. 89-134. Cet essai présente les conclusions de l'examen d'une série de 15 études de pays financées par l'initiative Stratégies contre la pauvreté du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), menées entre 1997 et 2000. Cet examen est fondé sur le cadre d'analyse des ressources-vulnérabilités élaboré par Caroline Moser, voir Moser, Caroline, *Confronting Crisis, A Comparative Study of Household Responses to Poverty and Vulnerability*, Environmentally Sustainable Development Studies and Monograph Series No. 8, Banque mondiale, Washington D.C., 1996.

⁹ Beaucoup de travail a déjà été accompli dans ce domaine par des universitaires et des établissements de recherche – voir, par exemple, Pettman, Jan Jindy, *Worlding Women, A Feminist Internationalist Politics*, Routledge, Londres et New York, 1996, de même qu'Andrews, Caroline et alia, *Studies in Political Economy: Developments in Feminism*, Women's Press, Toronto, 2003. Ce discours n'a cependant pas encore influencé de manière importante les analyses et encore moins les pratiques des intervenants et intervenantes oeuvrant dans le domaine du développement social à l'échelle internationale.

¹⁰ Arendt, Hannah, *The Human Condition*, University Of Chicago Press, 1998, publié d'abord en 1958, et traduit en français sous le titre *La condition de l'homme moderne*.

